

LCL FOUCAULT
Groupe A3

LA GEOPOLITIQUE DU VATICAN: L'INFLUENCE DE JEAN-PAUL II

«Le pape... combien de divisions?». Cette phrase de Staline, datant de 1945, témoigne non seulement d'un mépris grossier à l'égard d'une institution séculaire mais aussi d'une singulière méconnaissance des réalités internationales. Certes les effectifs des gardes suisses qui veillaient sur la sécurité de la cité du Vatican étaient peu nombreux et leur armement bien dérisoire ; depuis, ils n'ont sûrement pas progressé. Pour autant l'influence du Vatican, et du pape Jean-Paul II en particulier, est elle si négligeable? Après avoir montré rapidement comment fonctionnent les institutions du Vatican, nous étudierons à travers quelques exemples l'influence de la politique de Jean-Paul II sur le monde.

Le pape, le Saint-Siège et le Vatican.

Le pape est le chef suprême de l'église catholique. Il est d'abord l'évêque de Rome, c'est à dire qu'il reçoit la charge d'un diocèse unique en son genre. Cependant, il est titulaire d'un pouvoir de gouvernement universel, alors que les autres évêques n'exercent le leur que dans les limites de leur diocèse. Placé au sommet de la hiérarchie sacrée, il étend sa juridiction sur près d'un milliard de fidèles. Dans le domaine civil le pouvoir papal est tout aussi libre et indépendant puisqu'il ne dépend d'aucune autorité temporelle.

Le Saint-Siège recouvre les structures du gouvernement central de l'Eglise sous l'autorité directe du pape. L'administration du Saint-Siège, plus connue sous le nom de Curie romaine, est confiée au cardinal secrétaire d'état, premier collaborateur du pape. Son ministère tient lieu à la fois d'hôtel Matignon et de Quai d'Orsay du Vatican. Il coordonne les travaux des 9 congrégations, des 11 conseils pontificaux et des 3 grands tribunaux. Le Saint-Siège dispose d'un corps diplomatique propre qui lui permet d'entretenir des relations diplomatiques avec 165 pays, soit la quasi-totalité des états du monde. Le corps diplomatique est également représenté comme membre actif ou comme observateur selon les cas, dans la plupart des organisations internationales (ONU, UNESCO, OIT, OMS, FAO, AIEA, OSCE, Conseil de l'Europe...), et participe aux grandes conférences internationales (Genève, Helsinki, Le Caire, Paris, Pékin, Vienne...). Acteur important de la diplomatie mondiale, le Saint-Siège est signataire d'un grand nombre de traités et de conventions. Il poursuit une intense politique concordataire qui l'amène à conclure régulièrement des traités bilatéraux avec les états.

Le Vatican est d'abord une colline de Rome où l'Apôtre Pierre fût martyrisé et inhumé. C'est, depuis les accords du Latran signés en février 1929, le plus petit

état du monde par la superficie (44 hectares), limité à la basilique et à la place Saint-Pierre, aux palais du Vatican et aux musées et jardins adjacents. Cet état est absolument unique en son genre puisqu'il a une finalité symbolique : concrétiser et manifester la souveraineté du Saint-Siège en droit international et garantir l'indépendance du gouvernement de l'Eglise par rapport à tout autre pouvoir institué. La cité du Vatican est un état support destiné à soustraire le pape de toute vassalité ou sujétion politique.

La position particulière du Vatican

Seule parmi les confessions religieuses, l'Eglise catholique dispose d'un Etat souverain. Ce statut n'est pas l'héritage de la puissance médiévale du Vatican, mais le résultat d'une volonté délibérée. Le pape se présente à la fois comme une autorité religieuse et un pouvoir souverain. Il pratique en fait un double langage, entre celui du prêtre qui veut convertir les individus et celui du chef d'état qui ne parle que de bon voisinage et cherche à favoriser la bonne marche du monde. Pour assurer son rôle de chef d'état, le pape est amené à échanger des ambassadeurs et à signer des traités. Il dispose de la plus ancienne administration du monde et de la diplomatie réputée comme la plus expérimentée. Jean-Paul II a considérablement développé les représentations diplomatiques du Vatican. En quinze ans, on va passer de 89 nonciatures et 21 délégations apostoliques à 165 ambassades du Saint-Siège, sans oublier 15 délégations et 24 bureaux de représentation auprès des organisations internationales. L'une des difficultés d'un état confessionnel est la portée religieuse de ses relations diplomatiques. La doctrine officielle du Vatican est d'ignorer les moeurs et les opinions des états qui échangent des ambassadeurs avec lui. En effet les ambassadeurs représentent des états et non des régimes. Le Vatican a hérité du gouvernement de son ancien territoire souverain assez de pragmatisme pour ignorer les convictions religieuses des autres états. Il affecte alors d'agir comme n'importe quel autre pouvoir temporel.

Jean-Paul II, le pèlerin planétaire.

Karol Wojtila âgé de seulement 58 ans, devient le 16 octobre 1978 le deux cent soixante quatrième successeur de Pierre. Le pape crée un nouveau style ; à peine élu, il visite le Mexique. Depuis Jean-Paul II s'est rendu dans plus de cent dix pays en cent soixante dix voyages. Bientôt, la figure papale impose sa présence dans l'Eglise et dans le monde à un degré et selon une dimension inconnue avant Jean-Paul II. Au-delà des fidèles catholiques, des millions de personnes entrent en contact avec lui durant ses voyages. Homélies en plein air, bains de foules, discours vindicatifs adressés aux chefs d'états, mises en garde virulentes au clergé, leçon de morale à la jeunesse sont le lot quotidien de ses interventions en public. La « papamobile » est lancée, elle fera fureur sur tous les continents. Derrière les vitres blindées, une quasi-star est née, encore plus populaire depuis l'attentat de 1981. Au gré de ses innombrables voyages, visites éclairs, périple européens, liaisons transcontinentales au dessus de l'Atlantique ou de l'océan Indien, survols d'enclaves en guerre à bord d'hélicoptère, Jean-Paul II a désormais parcouru plus d'une fois et demi la distance séparant la Terre de la Lune.

La télévision assure un décor planétaire à l'exercice de son magistère. Plus que tout autre pape ou chef religieux, Jean-Paul II a su utiliser les médias, surtout la télévision, pour projeter l'image d'une Eglise puissante et conquérante. Ce pape

médiatique, «Wojtila superstar» connaît le pouvoir des médias électroniques et s'en sert avec talent.

Jean-Paul II ne se contente pas de voyager, il sait également recevoir. Ainsi quelques mois après son arrivée au Vatican, le roi d'Espagne montre le désir d'assister à sa messe privée, le pape accepte et en fait une politique : il invite les grands de ce monde dans sa chapelle et à sa table, qui deviennent rapidement des lieux d'influence.

La vision du monde de Jean- Paul II.

Les voyages de Jean-Paul II peuvent sembler aux observateurs superficiels faire partie de la ronde incessante des grands de ce monde autour de la planète. C'est ignorer ce qu'il dit et fait à chacune de ses étapes. Jean-Paul II voyage avant tout pour délivrer le message des valeurs de la chrétienté, c'est à dire un message de paix, d'amour, de liberté. Le pape déconcerte souvent, et irrite parfois, ceux qui peinent à comprendre les motivations de son action. En cela il s'inspire de Saint Paul qui disait que l'Evangile doit être annoncé même dans des situations inopportunes, contre vents et marées : «Si je cherchais à plaire aux hommes, je ne serais plus le serviteur du Christ». Il continue donc de défendre la vie, la famille, certaines valeurs de solidarité et de collaboration internationale.

Entre les credo spirituels et la défense des intérêts de l'Eglise, c'est à dire sa politique extérieure, les passerelles sont nombreuses. La diffusion des valeurs chères à Jean-Paul II, annoncée à Compostelle en novembre 1982, sous le terme de «nouvelle évangélisation» répond à la logique et à la chronologie suivantes :

- Reconquête de l'Est, assaut final contre le communisme et retrouvailles avec les Eglises opprimées.

- Restauration grâce à ces dernières, d'un «tissu culturel chrétien» pour endiguer certaines valeurs détestables qui sévissent à l'Ouest.

- L'Europe étant de nouveau en mesure de jouer le rôle de continent évangélisateur, les efforts se concentreront sur l'Amérique latine.

- Application à l'Amérique du nord des recettes de «désoccidentalisation » des sociétés sans âmes, consuméristes et sécularisées, déjà valables pour l'Europe de l'Ouest.

- Reprise de l'évangélisation de l'Afrique et de l'Asie grâce notamment à un dialogue avec l'islam sunnite et modéré de préférence.

- Retour au Proche-Orient sur les terres de Jésus : apaisement diplomatique envers Israël, avancées significatives de la très délicate relation judéo-chrétienne, soutien réaffirmé aux minorités arabes chrétiennes.

Le programme est vaste, pas encore très clairement défini, ni très précis quant aux moyens à mettre en oeuvre par la suite. Mais Jean-Paul II a tout son temps et ce dernier travaille pour lui comme le montrera la chute du communisme.

L'influence dans le monde.

Il n'est pas possible d'étudier l'influence de Jean-Paul II sur la géopolitique du monde, dans sa totalité, en quelques pages. Aussi nous limiterons nous à quelques exemples caractéristiques classés selon l'importance de l'impact de la politique de Jean-Paul II sur ces événements.

Une influence directe: la chute du communisme

C'est un lieu commun de constater le rôle déterminant de Jean-Paul II dans la libération de l'Europe centrale et orientale. Le dégel a commencé par son pays où, de voyage en voyage il a ébranlé un système bâti sur le mensonge. En 1979, le premier voyage de Jean-Paul II en Pologne attire des masses si impressionnantes qu'il inflige au pouvoir soviétique un coup peut-être plus rude que les euromissiles déployés par Ronald Reagan. Solidarnosc, le syndicat de Lech Walesa, voit le jour dans les chantiers navals de Gdansk. Ce premier retour dans son pays natal, démontre à Jean-Paul II que le pouvoir ne contrôle plus le pays, soulevé par un invincible espoir. En juin 1983, il reconforte le peuple en plein état de siège et rend courage à Lech Walesa, extrait de prison en son honneur. En juin 1987, il donne une telle impulsion aux espoirs portés par Solidarnosc que le général Jaruleski se sent obligé d'entamer des négociations avec ce mouvement pour une transition vers le pluralisme et la démocratie. Le raz de marée spirituel déclenché par Jean-Paul II a entraîné les vieilles structures.

A partir de ces visites, les changements s'effectueront à un rythme variable selon les pays et les périodes. Le pape s'adressera régulièrement à haute voix à tous les croyants d'Europe de l'est et d'URSS, comme pour mieux prouver à la face du monde que l'«Eglise du silence» n'existe plus, puisqu'il est désormais là pour parler en son nom. En quelques années, les bénéfices de cette politique deviennent soudain tangibles. Et, consécration suprême le secrétaire d'Etat du Vatican est officiellement invité au Kremlin, le 13 juin 1988, lors des célébrations du millénaire de la Russie chrétienne. A l'occasion de ce voyage, il pourra en outre régler les derniers préparatifs de la visite de Mikhaïl Gorbatchev au Vatican, prévue quelques mois plus tard. Le 1 décembre 1989, pour la première fois des gardes pontificaux présenteront les honneurs à un hôte soviétique, trois semaines à peine après la chute du mur de Berlin. Le 19 mars 1990, l'union soviétique et le Saint-Siège établissent des relations diplomatiques normales, ce qui ne s'était jamais produit auparavant avec la Russie, pas même sous les tsars.

Le 2 mars 1992, Mikhaïl Gorbatchev, ex-président de l'Union soviétique déclarait au journal italien La Stampa : «Nous pouvons affirmer aujourd'hui que tout ce qui s'est passé en Europe de l'Est au cours de ces dernières années n'aurait pas été possible sans la présence de ce pape, sans le rôle éminent, y compris sur le plan politique, qu'il a joué sur la scène mondiale». Certains commentateurs sont même allés jusqu'à faire du Souverain Pontife le principal artisan de la défaite du communisme. Sans aller jusqu'à cette opinion extrême, il faut bien reconnaître que les religions ont survécu aux persécutions des uns et aux anathèmes des autres et que, parmi ces religions, l'Eglise catholique a joué grâce à la stratégie ferme et habile de Jean-Paul II en Pologne, un rôle important dans la désintégration du système communiste en Europe de l'est.

Une influence réduite: la guerre du Golfe.

Le pape Jean-Paul II n'est pas systématiquement contre la guerre, bien qu'il ne fasse rien pour l'encourager ce qui serait pour le moins paradoxal. Son attitude sur ce point est très proche de celle définie par Saint Thomas d'Aquin au treizième siècle. La guerre ne doit être utilisée pour obtenir la paix que lorsqu'elle est légitime ou juste. Pour cela quatre conditions doivent être vérifiées à la fois : défendre une cause légitime, avoir épuisé toutes les voies d'un règlement pacifique, user de moyens licites, avoir l'espoir fondé que la guerre n'entraînera pas de maux pires que l'injustice subie.

Le Proche-Orient est la région du monde où les principales religions monothéistes trouvent leurs racines dans une histoire commune. Il est donc particulièrement intéressant d'observer quelle est la diplomatie du Vatican dans cette partie du monde et notamment à l'occasion de la guerre du Golfe. Les prises de position de Jean-Paul II ont pu surprendre et faire naître des interrogations dans les esprits des occidentaux. Pourtant entre pacifisme et alignement sur les positions américaines, la voie intermédiaire choisie par le Vatican est cohérente et révélatrice de la diplomatie du Vatican dans cette région du monde.

Ce particularisme est lié au message évangélique, mais il tient aussi à la situation des Eglises du Proche-Orient liées à Rome et au dialogue prôné par Jean-Paul II à l'égard des religions juives et musulmanes. Les Eglises du Proche-Orient sont très minoritaires : 4 millions et demi de catholiques pour 200 millions de musulmans répartis dans les 22 pays que compte la Ligue des Etats arabes. Leur situation reste souvent très précaire en raison du manque de liberté de culte pour les non musulmans dans les pays arabes. Aussi, la représentation diplomatique du Vatican auprès des états du Proche-Orient n'obéit pas au schéma d'une répartition des nations selon leur appartenance au camp occidental ou non, mais elle résulte plutôt d'accords particuliers qui ont abouti à une plus grande liberté de culte des Eglises rattachées à Rome. Les relations entre le Saint-Siège et les pays du Proche-Orient ne sont pas une réplique même éloignée de celles qu'entretiennent les nations occidentales avec ces mêmes pays. Le fait religieux entraîne des prises de position particulières notamment lorsqu'il est question des relations avec Israël.

Les interventions de Jean-Paul II depuis le début du conflit ont été nombreuses : cinquante cinq appels pour la paix entre le 2 août 1990 et le 31 mars 1991. Pourtant malgré ses interventions répétées, l'opinion dans son ensemble, a eu l'impression que le pape était resté silencieux. Les remarques fermes du pape comportent trois idées forces :

- Nous ne sommes pas des pacifistes ; la paix ne doit pas être obtenue à n'importe quel prix. Dès le début de l'invasion du Koweït, le pape parle de «graves violations du droit international et de la charte des nations unies, ainsi que des principes éthiques qui doivent présider à la convivialité entre les peuples».

- La paix ne doit pas non plus être obtenue par la guerre. Il faut éviter cette «spirale de deuils», «cette aventure sans retour», «ce chemin indigne de l'humanité». Il évoque «les conséquences dramatiques qu'un conflit pourrait avoir spécialement pour les plus pauvres». A plusieurs reprises il met en garde les nations contre le recours à la force armée : «nous savons par expérience que les guerres qui éclatent et les conflits qui durent ne résolvent jamais définitivement les problèmes».

- La seule voix digne de la civilisation, et finalement la plus efficace est le dialogue persévérant et courageux. Et comme le droit ne se divise pas, Jean-Paul II souhaite trouver une solution globale à l'ensemble des problèmes du Proche-Orient, il refuse donc de dissocier du Koweït la cause palestinienne et l'intégrité du Liban. Parallèlement se dessine une des préoccupations récurrentes du pape : «le risque d'une cassure entre l'Orient arabe et l'Occident». Ce souci a certainement pesé dans le souhait de voir se concilier la volonté occidentale d'un retrait irakien du Koweït et l'exigence de Bagdad sur la tenue d'une conférence internationale sur le problème du Proche-Orient.

Jean-Paul II n'a pas réussi à empêcher la guerre du Golfe. Mais le souci du Vatican de ne pas se lier au front occidental contre l'Irak, ainsi que la prudence et la réserve d'Israël face aux provocations de Saddam Hussein, ont permis de ne pas

transformer ce conflit en guerre de religion. De même par ses nombreux appels au dialogue et sa volonté de continuer à oeuvrer pour trouver une solution globale, il aura, sans doute, été un acteur de la réconciliation d'Israël et de l'OLP à travers les accords d'Oslo. En revanche, il aura été moins entendu pour les problèmes liés au Liban.

Des graines semées pour demain?

Etats et nations

Le Saint-Siège a évolué dans ses rapports entretenus avec les concepts et les réalités d'Etat et de Nation. La responsabilité de ce changement incombe à Jean-Paul II. Dès 1980, à l'occasion d'un discours à l'UNESCO, il déclare : «Il existe une souveraineté fondamentale de la société qui se manifeste dans la culture de la nation...N'y-a-t-il pas, sur la carte de l'Europe et du monde des nations qui ont une merveilleuse souveraineté historique provenant de leur culture, et qui sont en même temps privées de leur pleine souveraineté?» Ce message, qui fait clairement référence à la Pologne, sera répété régulièrement à propos de l'ex-Yougoslavie, ou dans d'autres pays pour défendre les droits des minorités (Canada, Mexique,...). Jean-Paul II fait ainsi sensiblement évoluer la position du Vatican qui avait toujours privilégié le respect des frontières et des Etats. Il introduit ainsi peut-être les germes de futures tensions ou conflits dans des régions où les frontières sont en grandes parties artificielles, comme en Afrique par exemple.

La construction de l'Europe

Premier pape slave, Jean-Paul II a une vision résolument pan-européenne. A ses yeux deux séparations historiques sont intolérables : celle de Yalta et celle du schisme entre les mondes latin et byzantin en 1054. Il déclare à propos de Yalta : «ces accords peuvent être considérés comme une annulation de la victoire de 1945, car ils partagent l'humanité en deux groupes puissants et rivaux autour des Etats-Unis et de l'Union soviétique». Dans un article publié en 1978 peu avant son élection, il rappelle qu'il existe une Europe centrale qui sert de pont entre les deux Europe, celle de l'Ouest et celle de l'Est. Il impose progressivement l'idée d'une Europe unie de l'Atlantique à l'Oural qui englobe tout l'héritage chrétien, occidental et oriental. A la présidence du Parlement européen, il dit clairement, en avril 1979 que le Marché commun n'est pas toute l'Europe : «Les pays européens qui ne sont pas représentés à Bruxelles ne peuvent être écartés d'un désir fondamental d'unité». En 1980, les saints Cyrille et Méthode sont proclamés co-patrons de l'Europe. Reprenant l'image du poète russe Ivanov, il se met à rêver à voix haute d'une Europe respirant enfin de nouveau de ses deux poumons. Devant le Parlement européen, en octobre 1988, Jean-Paul II exprime le souhait que l'Europe toute entière puisse un jour se donner souverainement des institutions libres, en se déployant aux dimensions que lui a donné la géographie, mais plus encore l'histoire.

Le dialogue Nord-Sud

Cette vision très européeniste n'exclut en rien une dimension tiers-mondiste. Le pape ne se lasse pas de le répéter : autant l'Occident a trop longtemps ignoré l'Orient, autant le Nord devrait selon lui, ne pas se désintéresser aussi ouvertement

du Sud. Très régulièrement, le pape rappelle aux pays développés l'importance de la solidarité à l'égard des pays pauvres et la responsabilité des pays riches dans l'endettement désastreux qui accélère l'appauvrissement des autres, accentue les différences, les déséquilibres constituant ainsi une grave menace pour la paix. Parallèlement, le pape incite les gouvernements des pays en voie de développement à respecter les droits de l'homme.

Le renforcement de l'autorité de l'ONU

Le Vatican est représenté dans de très nombreuses organisations internationales. Il dispose en particulier, depuis 1954, d'un siège d'observateur permanent à l'ONU, qui lui donne un droit de parole égal aux autres membres, mais ne l'autorise pas à prendre part aux votes. Paul VI recommandait à ses représentants à l'ONU d'être à la fois attentifs et discrets. Ce n'est bien sur pas le style de Jean-Paul II qui se sert de l'ONU comme d'une tribune pour y développer les thèmes relatifs à la paix, au désarmement, à la justice, à la solidarité internationale, mais aussi à l'éthique, à la démographie ou au développement. Ainsi Jean-Paul II souhaite un renforcement du rôle joué par l'ONU. A plusieurs reprises, et notamment en octobre 1995, Jean-Paul II a souhaité voir l'ONU jouer un rôle plus important. Il pense que les pays auront plus de chance de vivre en paix si une autorité supranationale et reconnue peut s'imposer pour résoudre les tensions naissantes en servant de médiateur ou de gendarme du monde.

Conclusion

Le Saint-Siège est la seule institution confessionnelle au monde à bénéficier d'un statut international grâce auquel les états peuvent entendre la voix d'une puissance exclusivement spirituelle. Pourtant le Vatican ne se contente pas de ce rôle spirituel et intervient souvent de façon plus temporelle. Sa diplomatie et ses réseaux sont impliqués directement ou indirectement dans nombre de tensions ou de conflits actuels. L'influence du Vatican dans les relations entre les états existait avant l'élection de Jean-Paul II comme l'a montré, par exemple l'intervention décisive des nonces apostoliques dans le règlement du conflit entre l'Argentine et le Chili qui portaient en guerre pour le canal de Beagle en 1978. Mais cela a pris une ampleur considérable depuis l'élection de Jean-Paul II. Il s'est attaché à conquérir les opinions publiques plus souvent derrière un micro face aux foules qu'à son bureau dans les dossiers afin de convaincre et de faire aboutir ses idées. Ses prises de position sont conditionnées par trois idées maîtresses : faire évoluer favorablement la situation des chrétiens dans les différents états, s'ouvrir et dialoguer avec les autres religions, dissocier les problèmes politiques des questions religieuses, tout en cherchant à influencer sur la marche du monde. Le Cardinal Angelo Sodano, Cardinal secrétaire d'état du Vatican, résume ainsi l'action de Jean-Paul II : «Je crois que les hommes d'aujourd'hui ont le devoir de reconnaître que si le pape défend la vie, la famille, certaines valeurs de solidarité et de collaboration internationale, cela peut plaire ou déplaire, mais il rend un service à l'homme d'aujourd'hui».